

International

TRT AFRIKA ET LA PRÉSENCE MÉDIATIQUE TURQUE EN AFRIQUE

Antoine Guy-Alcaud

08/07/2026

Exerçant une présence croissante sur le continent africain, la Turquie souhaite désormais y investir le champ médiatique. À l'instar de la Russie et de la Chine, Ankara cherche à promouvoir son propre narratif en bénéficiant du recul de l'influence occidentale. Antoine Guy-Alcaud, chargé de mission au secteur international de la Fondation, analyse les ressorts de cette nouvelle stratégie d'influence dans une Afrique de plus en plus convoitée.

Le 31 mars 2023, dans les salons d'un hôtel d'Istanbul, le radiodiffuseur public turc TRT inaugurerait en grande pompe sa nouvelle chaîne continentale : TRT Afrika. Le slogan est soigneusement choisi : « L'Afrique telle qu'elle est ». En filigrane, il s'agit d'un message adressé moins aux téléspectateurs africains qu'aux capitales occidentales : Ankara aussi, désormais, a quelque chose à dire sur le monde.

Il serait tentant de ranger l'événement dans la catégorie commode du *soft power*, ce concept fourre-tout qui, à force de tout expliquer, n'explique plus grand-chose, ou du moins qu'en surface. La réalité est à la fois plus prosaïque et plus intéressante. TRT Afrika s'inscrit dans un nouveau mouvement qui redessine le paysage africain depuis une quinzaine d'années : celui de la grande ruée des États vers le récit. Après la Chine et son CGTN, le Qatar et Al Jazeera, la Russie et son RT Africa, c'est au tour d'Ankara de planter son « drapeau éditorial » sur un continent longtemps laissé aux agences occidentales (AFP, Reuters, BBC), chargées, non sans cynisme et sans beaucoup de remise en question, de « raconter l'Afrique à l'Afrique ».

La question qui se pose dans les articles traitant de ce sujet est surtout ce savoir ce que produit réellement un tel dispositif. Est-ce un instrument de contre-hégémonie narrative ou un outil de politique étrangère habillé en journalisme ? Mais allons plus loin, et demandons-nous qui, au fond, en sort transformé : les audiences sur le continent africain, ou l'image que la Turquie veut donner d'elle-même ? Et peut-on voir, dans cet exemple, un signe que la maîtrise du récit est devenue, au

même titre que les bases militaires, les ventes d'armes ou les corridors commerciaux, un instrument d'influence à part entière ?

La fin du monopole occidental en Afrique ?

Pour comprendre l'apparition de TRT Afrika, il faut d'abord comprendre ce qu'elle vient remplacer, ou du moins combler. Pendant plusieurs décennies, l'Afrique a été, dans une large mesure, racontée de l'extérieur. Les grandes agences occidentales au premier rang desquelles l'AFP, Reuters et Associated Press fournissaient l'essentiel des dépêches reprises par les radios et télévisions locales, tandis que, pour l'Afrique francophone, c'est surtout France 24 et RFI qui fournissent directement l'information à plusieurs dizaines de millions d'auditeurs et téléspectateurs.

Faut-il y voir une conspiration ? Ou, plus simplement, les résidus de la période coloniale qui avait consolidé une « géographie de l'information », pour servir ses intérêts, quitte à transformer le continent en objet de récit plutôt qu'en producteur d'information ?

Cette configuration n'a cessé de s'effriter à mesure que l'emprise des anciennes puissances coloniales diminuait en Afrique, avant de connaître un tournant dans les années 2000, et ce, du fait de deux grandes dynamiques : l'arrivée d'Internet et du téléphone mobile (qui a donné aux sociétés africaines les moyens de produire et de diffuser leur propre information) et la prise de conscience des États non occidentaux de la valeur stratégique du paysage médiatique africain, qui a conduit à un investissement massif pour y prendre pied.

C'est la Chine qui a ouvert la voie en 2012 avec CGTN Africa, dont le bureau à Nairobi (Kenya) est aujourd'hui l'un des plus grands du continent, et Xinhua, basée en Chine mais qui revendique le plus grand réseau de correspondants en Afrique. La Russie a suivi avec RT Africa en 2022¹, dont le modèle économique repose moins sur l'information que sur la déconstruction de récits concurrents. Le Qatar avait depuis longtemps imposé Al Jazeera comme référence, notamment lors des printemps arabes, en montrant qu'un média du « Sud global » pouvait couvrir le monde avec des moyens comparables à la BBC ou à CNN.

C'est donc dans ce climat de « ruée médiatique » que la Turquie lance TRT Afrika en mars 2023. Bien sûr, le *timing* interroge, en intervenant deux ans après le deuxième sommet Turquie-Afrique d'Istanbul, en décembre 2021, au cours duquel Erdoğan avait reçu les chefs d'État de 39 pays africains et annoncé des objectifs de commerce bilatéral à 75 milliards de dollars. TRT Afrika est, en quelque sorte, la pièce manquante d'un dispositif qui existait déjà sur le terrain économique,

diplomatique et militaire, mais qui n'avait pas encore de visage médiatique propre pour relayer la propagande du régime.

Ce qui rend ce moment particulièrement intéressant, c'est qu'il coïncide avec la perte de vitesse d'autres médias étrangers déjà bien implantés sur le continent. En première ligne, RFI et France 24, qui sont les médias internationaux les plus consultés en Afrique francophone², France 24 étant suivie chaque semaine par près d'un habitant sur deux des sept pays mesurés. Mais cette présence doit faire face à une hostilité politique à la suite de la vague de coups d'État qui a secoué l'Afrique de l'Ouest ces dernières années : les deux chaînes ont été suspendues au Mali, au Burkina Faso et au Niger, et finalement au Togo en 2025. Pour autant, elles continuent d'être suivies par la population *via* des moyens détournés, notamment les VPN, les réseaux sociaux ou YouTube, ce qui dit quelque chose de la distinction à faire entre l'audience et la légitimité politique d'un média. Mais dans l'absolu, c'est dans cet espace que TRT Afrika cherche à s'installer et se faire une place aux côtés de CGTN et de RT.

Alors pourquoi ce détour par l'historique des médias étrangers en Afrique ? Ne pourrions-nous pas nous contenter de prendre TRT Afrika au mot, et n'y voir qu'un outil de *soft power* parmi d'autres ? Non. Car il faut comprendre que la concurrence qui en découle n'est pas seulement une « bataille » d'audience, mais de légitimité – pour, au fond, définir qui a le droit ou non de parler de l'Afrique et avec quelle autorité. Ce déplacement du regard est essentiel pour comprendre ce que TRT Afrika cherche réellement à faire.

Anatomie d'un instrument diplomatique

Il faut repartir d'un fait rarement mentionné dans les analyses sur TRT Afrika : en 2018, par décret présidentiel, la TRT a été placée sous la tutelle directe de la Direction des communications de la présidence de la République turque³. Cette décision administrative, passée presque inaperçue hors de la Turquie, a acté le glissement de ce média fondé en 1964 dans la tradition laïque et kémaliste en une plateforme alignée sur l'AKP⁴. Il convient aussi d'ajouter que, selon **Reporters sans frontières**, la Turquie se place au 163^e rang sur 180 pays au classement de la liberté de la presse, en 2026.

Ce n'est pas la première fois qu'Ankara cherche à exporter sa voix. En 2015, en s'inspirant du modèle qatari d'Al Jazeera, la TRT lance TRT World, sa chaîne anglophone à vocation internationale. Lors de son inauguration, Erdoğan lui-même avait déclaré que la chaîne ne serait pas « le bulletin officiel du gouvernement ». Une formule qui, dans un pays où 85% des médias sont considérés comme favorables ou sous contrôle direct de l'État, fait plutôt office de profession de

foi que de vraie garantie. TRT Afrika semble donc s'inscrire dans cette même logique, en ciblant un continent particulier, et non plus un auditoire.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Un rouage dans un système plus large

TRT Afrika n'est pas seule, et elle peut faire office d'aboutissement d'un dispositif politico-médiatique plus large, dont l'armature repose sur l'agence Anadolu (agence de presse de l'État, détenue en majorité par le Trésor public turc). Dès 2016, Erdoğan avait annoncé l'ouverture de nouvelles antennes au Nigeria, en Afrique du Sud, au Sénégal, en Somalie, en République démocratique du Congo (RDC) et au Kenya⁵. C'est en fait ce maillage préexistant qui permet à la chaîne de fonctionner, avec des correspondants locaux déjà formés, des contacts déjà établis et une « culture éditoriale » enracinée.

Le choix des langues de diffusion de TRT Afrika mérite aussi qu'on s'y intéresse. Le français et l'anglais sont des évidences, certes, mais le swahili (parlé par 200 millions de personnes en Afrique de l'Est) et le haoussa (majoritaire en Afrique de l'Ouest sahélienne avec près de 100 millions de locuteurs) témoignent d'une volonté de pénétrer au-delà des franges francophones et anglophones, et donc des élites et des relais d'opinion. C'est précisément dans ces espaces sociaux, moins saturés de médias internationaux, que la concurrence narrative fait l'objet de plus de demandes. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si c'est aussi là que l'influence chinoise et russe progresse plus activement ces dernières années.

Le récit comme outil d'influence

Au lancement de TRT Afrika, le directeur général de TRT, Mehmet Zahid SObaci, a tenu un discours que nous nous devons de souligner. En mars 2023, il déclarait : « Nous pensons qu'il faut développer un journalisme alternatif contre le discours discriminatoire, marginalisant, uniformisant et négatif de certains médias occidentaux à l'égard de l'Afrique », et que la finalité est de fournir « des informations riches, opportunes et équilibrées tout en donnant la parole aux

Africains et aux Africaines de la diaspora⁶ ».

Le discours est habile, puisqu'il est, pour bonne partie, fondé. La critique de la couverture médiatique occidentale de l'Afrique est ancienne, et déjà portée par des journalistes et chercheur·e·s africain·e·s. C'est pourquoi parler de « propagande » turque autour de ce message peut mettre mal à l'aise. La TRT n'invente pas cette critique ; simplement, elle la récupère et l'utilise. C'est pourquoi parler de *soft power* fabriqué de toute pièce par Ankara ne saisit qu'une partie du problème : en réalité, elle mobilise des griefs réels pour construire son image. Et ce faisant, TRT Afrika ne parle pas vraiment de l'Afrique, mais de la place que la Turquie veut y occuper. D'ailleurs, il y a quelque chose de révélateur dans le fait que l'événement de lancement réunissait plus de cinquante dirigeants de médias venus d'une vingtaine de pays africains : c'était un moyen de prévenir que la Turquie s'inscrivait dans la même dynamique anti-narratif occidental, et, ce faisant, d'acquérir une légitimité supérieure aux médias russes et chinois concurrents.

Dernier angle qui mérite notre attention et qui recentre quelque peu le sujet. En Turquie même, le déploiement médiatique international de la TRT remplit une fonction politique intérieure. Montrer que la Turquie « compte » dans le monde, qu'elle ouvre des chaînes à l'étranger, qu'elle organise des sommets... : tout cela participe à nourrir le récit national qu'Erdoğan se construit depuis une dizaine d'années, celui d'un dirigeant débarrassé du complexe kémaliste envers l'Occident. En ce sens, TRT Afrika peut être vue comme s'adressant à la fois aux téléspectateurs africains, mais aussi à l'électorat turc à qui elle démontre la grandeur retrouvée du pays.

Évidemment, ce dédoublement de l'instrument de la politique étrangère qui sert aussi de vitrine intérieure n'est pas propre à la Turquie. On le retrouve dans la conception même de RT par le Kremlin, ou dans la création de France 24 par Jacques Chirac, pensée en partie pour redorer l'image internationale de la France après des manipulations de CNN⁷. Ce qui complique les lectures univoques de TRT Afrika comme une simple démarche de *soft power* africain.

La bataille du récit et ses limites

Revenons aux questions posées en introduction. TRT Afrika est-elle une diplomatie publique structurée ? Oui, le rattachement de la chaîne à la présidence turque et la coïncidence du déploiement avec d'autres instruments le confirment. Cependant, est-elle un instrument de contre-hégémonie narrative ? La réponse est plus nuancée. Certes, elle est mise au service d'un pouvoir étatique dont les intérêts ne coïncident pas forcément avec ceux des sociétés dont elle prétend se faire le porte-voix, mais elle se fait écho de critiques déjà audibles dans cette société. Enfin, est-elle un simple habillage journalistique ? Ici aussi, comme nous l'avons vu, la réduire à cela

serait trop commode.

C'est ici qu'une analyse dite « constructiviste » nous apporte un vrai éclairage, puisque la question devient non plus qui parle de l'Afrique, mais quelles représentations du monde se trouvent légitimisées, car les récits ne reflètent pas la réalité internationale, ils contribuent à la construire. Présenter l'implantation médiatique comme « une nouvelle mainmise de la Turquie sur l'Afrique⁸ » revient à oublier que les audiences africaines discutent, comparent, doutent ; et TRT Afrika ne peut pas résoudre la contradiction fondamentale de prétendre offrir un regard libre depuis un pays qui détient le triste record du monde du nombre de journalistes actuellement en prison.

Ce qui importe au fond, c'est ce que la multiplication révèle, c'est-à-dire la volonté pour les États de produire, financer et orienter l'information internationale. Peu importe qu'ils s'appellent France, Qatar, Chine, Russie ou Turquie. La vraie question n'est pas de savoir qui relaie le récit le moins partial, mais de comprendre qu'un continent dont l'image internationale est perpétuellement influencée par des puissances étrangères (aussi bienveillantes soient-elles) n'est pas encore tout à fait souverain.

1. Servan Ahougnon, « [La chaîne russe RT choisit l'Afrique du Sud pour s'établir en Afrique anglophone](#) », Ecofin, 25 juillet 2022.
2. Kantar, [Africascope 2024-2025](#), enquêtes réalisées sur les périodes octobre 2024 et avril-mai 2025 auprès d'un échantillon représentatif de la population âgée de 15 ans et plus, dans sept villes d'Afrique francophone : Abidjan (Côte d'Ivoire), Brazzaville (Congo-Brazzaville), Dakar (Sénégal), Douala et Yaoundé (Cameroun), Kinshasa (RDC), et Libreville (Gabon).
3. Selon l'Observatoire de l'Indépendance des Médias turcs, « [Media Ownership Monitor](#) ».
4. Parti de la justice et du développement, parti d'Erdoğan, au pouvoir depuis 2002.
5. Ghanem Hasan, « [Anadolu ouvre de nouveaux bureaux en Afrique et en Amérique du Sud](#) », Anadolu, 16 avril 2016.
6. Melike Yazir Gocer, « [TRT Afrika : le radiodiffuseur public turc lance sa plateforme africaine](#) », TRT français, 31 mars 2023.
7. Olivier Bouchara, « [France 24 : moyens maous et audience riquiqui](#) », Capital, 23 janvier 2014.
8. Bayram Balci, Issouf Binaté, « [La Turquie en Afrique de l'Ouest : les ressorts d'une influence entre diplomatie, religion et réseaux](#) », Sciences Po, 29 avril 2026.